

Congrès AFSP Toulouse 2007

Atelier 2

« Regards croisés sur la politisation des individus : ici et là-bas, hier et aujourd'hui »

DUCHESNE Sophie (CEVIPOF, CNRS – Sciences-Po), sophie.duchesne@sciences-po.fr
HAEGEL Florence (CEVIPOF, Sciences-Po – CNRS), florence.haegel@sciences-po.fr

La politisation des discussions à l'épreuve de la comparaison : premiers enseignements d'une enquête en France, en Belgique francophone et en Angleterre sur le thème de l'Europe.

A la veille d'analyser 24 entretiens collectifs organisés en France, Angleterre et Belgique francophone sur le thème de l'Europe, cet atelier nous offre l'occasion de prendre la mesure de l'évolution de notre réflexion sur les processus de politisation individuelle, telle que nous l'avions présentée dans deux articles [Duchesne & Haegel, 2004b et 2007], suite à une enquête exploratoire menée en France sur les représentations de la délinquance. Revenant sur les étapes de notre travail et sur les effets que cette trajectoire de recherche avait eu sur notre manière de penser la politisation, il nous est apparu que nous entrions doublement dans le cadre de cet atelier : par notre objet d'étude bien sûr, la politisation des individus, mais également car la dimension comparative (ici et là-bas plus directement qu'hier et aujourd'hui, mais nous y reviendrons) est au centre de notre trajectoire de recherche. Certes, le voyage a été modeste (un circuit Paris/Londres/Bruxelles pourra sembler peu exotique à ce stade de la mondialisation) mais il nous a conduit à un profond renouvellement de nos catégories d'analyses de la politisation des individus.

« Comment les Français, les Anglais et les Belges parlent de l'Europe ? » : Présentation de la recherche

Ce projet a été conçu comme la mise en œuvre en « grandeur réelle » du travail exploratoire sur la politisation des discussions à propos des représentations de la délinquance précédemment cité. Il s'agit d'une recherche comparative : France, Belgique (francophone) et Royaume-Uni (Angleterre). Huit à dix *focus groups* ont été réalisés dans chacun de ces pays (plus précisément à Paris, Bruxelles et Oxford), les participants étant choisis de façon à maximiser l'homogénéité sociale du groupe (ouvriers et précaires ; employés et petits indépendants ; cadres – plus une série de groupes de militants ou permanents de partis) et son hétérogénéité politique. Chaque groupe comporte entre 4 et 8 participants. La discussion, qui porte sur l'Europe, est structurée autour de 5 questions (on trouvera le scénario en annexe), entrecoupée d'un break, puisque chaque séance dure trois heures environ. L'animation est faite par une des chercheuses qui transcrit autant que possible les propos échangés, au fur et à mesure, sur de grands tableaux de papier auxquels les participants font face, de manière à favoriser la réflexivité du groupe. Chaque discussion est filmée puis transcrite. Les discussions ont été enregistrées dans la première moitié de l'année 2006 et les transcriptions (et leur relecture) sont presque terminées. Cette recherche a obtenu le soutien financier de programmes et d'institutions divers (ACI internationalisation des sciences sociales, Assistante

de recherche FNRS, Grant du *Leverhulme Trust*, de *Nuffield College*, et soutien du Centre d'Etudes Européennes de Sciences-Po).

Après avoir rappelé comment notre projet contribue à l'analyse de la politisation, nous présenterons donc les étapes de cette trajectoire de recherche et précisons ce qu'elles ont entraîné comme déplacements. Dans un second temps, nous soumettrons à la discussion l'état actuel de notre cadre d'intelligibilité des processus de politisation. Il nous semble cependant utile d'ajouter que cette contribution étant écrite en mai, et l'analyse continuant pendant l'été, nous ne nous interdirons pas, lors de la présentation orale en septembre, d'infléchir notre propos.

Agenda : les étapes de l'analyse

Nous sommes actuellement au début de l'analyse des groupes. L'équipe prévoit de procéder en deux étapes :

Première phase : analyse synthétique groupe par groupe faisant apparaître à la fois la dynamique de la discussion, ses principales ambivalences et ses points de forces quant au rapport à l'Europe. L'objectif de cette première étape est double : tout d'abord, procéder à une interprétation de chaque discussion rendue nécessaire par la nature des données : le sens des prises de paroles est tout sauf évident et demande une discussion en équipe ; mais il s'agira aussi de coder chacun des groupes sur une série de dimensions relatives à l'Europe dans le but de procéder à une analyse qualitative comparée (méthode QCA).

Deuxième phase : Dans un deuxième temps, les transcriptions seront codées - avec l'aide d'un logiciel d'aide à l'analyse qualitative ATLAS.ti - parallèlement par les différents membres de l'équipe en fonction de leurs sujets respectifs : légitimité de l'Europe, compétence politique, identité nationale, ressources argumentative et influence médiatique...

La première étape est donc conçue comme relativement synthétique, tandis que la seconde ambitionne d'être systématique. Ces deux étapes devraient également nous permettre de gérer la dualité des objets de recherche qui sont les nôtres : la politisation d'une part, mais aussi la structuration (ou non !) des attitudes à l'égard de l'intégration européenne.

1. Les étapes de la comparaison

Avant d'entrer dans le détail de l'évolution de notre cadre d'analyse, sans doute faut-il commencer par préciser comment notre recherche s'inscrit parmi les travaux portant sur la politisation. Parmi eux, nous partirons de l'ouvrage collectif dirigé par Jacques Lagroye [Lagroye, 2003] dont l'essentiel des contributions se propose d'observer comment des agents sociaux – juristes, membres de l'administration, militants associatifs par exemple, voire simples citoyens – interagissent avec les acteurs ou les institutions politiques et participent de façon complexe à (re)construire la clôture du monde politique. Autrement dit, cette approche se démarque de définitions plus classiques de la politisation, portant soit sur le traitement politique d'une question ou d'un enjeu (mise sur agenda notamment), soit sur l'intérêt pour la politique des individus [Hermet et alii, 1994, p. 216]. Dans sa contribution, Lagroye rappelle que ce qui est en jeu dans les processus de politisation, c'est la façon dont les êtres humains (mot qu'il emploie le plus souvent dans son texte) remettent fréquemment en cause la différence établie historiquement, mais contraire en partie à « la vérité des relations sociales »¹, entre les champs ou secteurs d'activités, et notamment, la différenciation du

¹ Les entreprises de politisation, en transgressant les règles « d'un même mouvement – di(sent) la vérité des relations sociales qui ne se laissent jamais enfermer dans les dispositifs et les logiques d'un seul champ

champ politique. Autrement dit, il place au cœur de l'analyse de la politisation la question du passage des frontières². Notre projet relève d'une stratégie de recherche *a priori* assez éloignée, ne serait-ce que parce qu'il se place résolument du côté des individus et non des entreprises ou des entrepreneurs de politisation mais aussi parce qu'il ne recourt pas à l'observation (au sens large) d'activités sociales dans un cadre « naturel » mais invente un dispositif inspiré des méthodes d'expérimentation [Moscovici & Perez, 2003] qui met des participants en situation de réagir. Il nous semble toutefois, que la question soulevée par Lagroye contribue à éclairer notre approche.

La dimension expérimentale du dispositif ne constitue pas un pis aller, elle se justifie par l'objectif de recherche qui consiste à confronter les participants à une situation politique construite. Il s'agit de voir comment des acteurs, invités à discuter ensemble d'un objet politique, « bricolent », inventent les règles, les pratiques, les façons de parler ensemble, comment ils s'adaptent (ou non) au fait d'être confrontés à la frontière que constitue le politique, comment il passe cette frontière ou non, comment il réagissent à cette épreuve³.

Les différents traits du dispositif que nous avons retenus contribuent donc tous à rendre possible la politisation – à favoriser une transformation (par rapport aux gestes et conduites familières à chacun des participants), une adaptation de leurs pratiques de discussion à celles qui conviendraient au traitement politique d'une question : nous avons ainsi volontairement choisi de réunir des gens qui ne se connaissent pas, dans un cadre institutionnel (le CEVIPOF ou Sciences-Po pour les Français, l'Université pour les Belges et les Anglais)⁴, selon une « scénographie » artificielle (présence d'une animatrice, disposition en demi-cercle des participants), pour les faire discuter d'un sujet vraisemblablement éloigné de leurs expériences mais largement traité par le système politique. De plus la discussion était précédée par la passation individuelle d'un questionnaire sur leurs opinions politiques – questionnaire dont beaucoup (ils nous l'ont dit) ont déduit le caractère politique du sujet qui allait leur être soumis. Enfin, l'animation mettait en œuvre une transcription au fur et à mesure des propos échangés, laquelle contribuait encore à rompre avec l'ordinaire des pratiques de discussion, à accentuer le caractère public de ces échanges.

Au-delà du contenu effectif des discussions, c'est donc bien les pratiques générées par cette confrontation au politique, ce passage imposé du côté de la pratique politique de la discussion qui nous intéresse et que nous étudions comme de la politisation, avérée ou non. En effet, on observe dans ces groupes de nombreuses stratégies d'évitement, de contournement de l'épreuve. Le silence tout d'abord, mais aussi le refus de l'interaction, le maintien d'une

constitué, et remett(ent) en cause une architecture des rapports sociaux à laquelle les êtres humains sont attachés et dans laquelle ils ont appris à vivre. La violence de cette transgression, que les acteurs tentent d'ailleurs de dissimuler (...) tient à ce qu'elle compromette la réussite des entreprises les plus ordinaires. » [p. 363]

² Dans le même esprit, voir [Arnaud & Guionnet, 2005].

³ Le terme d'épreuve est pris ici au sens propre dans la mesure où la situation n'était pas toujours vécue de manière facile. Les manifestations de malaise qui émaillent non seulement les moments qui précèdent le début de la discussion, ainsi que les réactions de soulagement et de satisfaction en fin de séance l'attestent. On notera juste que la participation était assortie d'une rétribution financière et d'une information précise sur l'organisation de la discussion. Mais n'étaient précisés ni le sujet (Europe), ni nos appartenances respectives à des centres de recherche sur le politique afin de minorer les effets d'évitement. Les participants ont été recrutés par annonces sur des supports variés et sélectionnés après passation d'un premier questionnaire téléphonique relatif à leur trajectoire familiale, scolaire et professionnelle ainsi qu'à leur comportement électoral.

⁴ Beaucoup d'utilisateurs de l'entretien collectif l'utilisent au contraire pour tenter de reconstruire un cadre plus naturel (par comparaison avec l'entretien individuel avec un chercheur) et tenter ainsi d'observer des comportements sociaux ordinaires. C'est le cas notamment de ceux qui choisissent de réunir des gens qui se connaissent, s'efforcent de les interviewer dans un cadre qui leur est familier voire proposent des stimuli familiers : séquence télévisuelle, extrait de presse, etc. Voir par exemple Billig, Gamson, ou plus récemment en France, les travaux de Guillaume Garcia ou Pierre Lefebure. Pour plus d'éléments sur la diversité des techniques de l'entretien collectif, cf. Duchesne & Haegel, 2004a.

relation quasi scolaire de face-à-face avec l'animatrice, voire encore le recours à des pratiques plus familières : apartés, discussion avec son voisin inaudible pour le groupe comme pour l'enregistrement, ou le retranchement vers des sujets plus familiers. Mais on observe aussi différentes façons de « jouer le jeu », d'établir des règles de discussion appropriée à l'objet et à la situation de la discussion. La triple comparaison – entre des groupes de participants socialement différenciés, avec les groupes « témoins » de militants (qui eux à l'évidence ne sont pas dans la transgression mais se lancent avec délices et virtuosité dans la discussion) et entre groupes organisés dans des contextes nationaux différents⁵ – permet de faire apparaître la diversité relative des conduites pour s'adapter à l'épreuve de la politisation. Diversité relative car si on observe bien des différences dans les comportements des participants à ces différents groupes, les modalités d'adaptation à la situation sont en nombre limité.

Ce faisant, ce que nous cherchons à analyser, c'est comment les règles adoptées par les participants pour se conformer à l'objectif visiblement politique assigné à leur discussion révèlent les spécificités qu'ils attribuent à l'ordre politique. Car à l'instar de Jacques Lagroye, nous pensons que c'est bien cela qui est en jeu dans la politisation ; cependant nous partons de l'idée qu'il n'existe pas un ordre légitime, mais des ordres légitimes. La dimension comparative de notre dispositif justifie, à elle seule, l'accent que nous avons mis sur la pluralité des ordres légitimes⁶. Mais penser cette diversité nous paraît également nécessaire pour étudier les processus de politisation dans un cadre national donné – en tous cas le nôtre. Pour dire les choses dans les termes utilisés par Lagroye, nous cherchons donc, à travers l'analyse des interactions observables dans ces discussions, à préciser le(s) type(s) de requalification des relations sociales que produit la politisation, le(s) ordre(s) légitime(s) qu'elle introduit. Par ailleurs, il nous semble que le secteur politique, quand il est étudié dans un cadre démocratique, accentue la tension qui résulte de la clôture inhérente à tout secteur d'activité sociale : comme tout secteur – et peut-être de manière encore plus accusée - il connaît des frontières pour partie artificielles ; mais le credo démocratique (voire les nécessités de fonctionnement des institutions correspondantes) les rend plus encore illégitimes ou du moins, prévoit des modalités récurrentes d'ouverture à l'ensemble des acteurs sociaux. Dans un premier temps, nous avons, sur la base de notre enquête expérimentale sur la délinquance, mis empiriquement en évidence comment la dynamique des discussions reposait tout particulièrement sur les processus de conflictualisation et déconflictualisation, complétés par les effets de la spécialisation des activités politiques. Aujourd'hui, à la suite de différentes étapes d'approfondissement de notre projet, nous sommes en passe de troquer cette approche fondamentalement typologique pour un cadre d'analyse plus complet et mieux fondé théoriquement.

a) Point de départ : la dimension conflictuelle du politique

Pour observer, dans un premier temps, et comprendre, dans un deuxième temps, le processus de politisation à l'échelle individuelle, et donc les phénomènes de production du politique à partir du social aussi bien que les processus de transformation du social par le politique, il nous semblait nécessaire à la fois d'adopter un dispositif empirique permettant de traiter la politisation comme un processus, et non comme un système de dispositions ; et également,

⁵ Pour assurer une relative consistance de notre interprétation des effets des différences sociales, politiques et nationales sur les modalités d'adaptation des conduites à la politisation du contexte de discussion, nous avons doublé chacun des groupes : deux entretiens collectifs ont été organisés pour chacune des catégories ciblées (ouvriers et précaires ; employés et petits indépendants ; cadres ; militants ou permanents de partis) et dans chaque pays.

⁶ On notera que le volume *La Politisation* fait très peu de place à la comparaison.

d'établir des critères de repérages des processus de politisation⁷. C'est pourquoi après avoir longtemps travaillé à partir d'entretiens individuels, nous avons - dans le cadre de cette recherche - choisi de réaliser des entretiens collectifs. En effet, ceux-ci autorisent mieux que les entretiens individuels la saisie du contexte et de la dynamique de l'interaction. Par ailleurs, partant de l'idée que le politique repose sur la pluralité de la communauté politique, nous posions comme postulat qu'il traite non seulement « de la communauté et de la réciprocité d'être *différents* » [Arendt, 1995 p. 31] mais d'être inégaux. Dès lors, le politique passait par l'expression de cette pluralité et mettait en jeu une dimension conflictuelle. Nous avons été régulièrement confrontées à des critiques dénonçant le caractère arbitraire de ce choix qui consistait à *qualifier* le politique par le conflit au motif que des qualifications alternatives (en terme de justice ou en terme de liberté, par exemple) pouvaient être tout aussi légitimes. Trois arguments contribuaient à justifier notre choix. Le premier tient au fait que la conflictualisation n'équivaut pas à définir une finalité ou un but en politique (la qualification du politique en termes de justice ou de liberté relève, elle, de cette logique) mais elle permettait juste de qualifier le processus à l'œuvre dans la politisation. Le second renvoie au fait qu'une tradition bien établie en philosophie et en science politiques, souligne la dimension conflictuelle inhérente au politique. Du côté philosophique, nous nous sommes principalement appuyées sur les travaux de Chantal Mouffe revisitant les réflexions de Carl Schmitt [Mouffe, 1993 ; Schmitt, 1992], ou de Jacques Rancière [1995], qui soulignaient tous, à leur manière, que la politique était affaire de ligne de partage et de camps. Du côté de la science politique, l'idée de Lipset et Rokkan [Rokkan, 1970] selon lesquels la construction historique des systèmes partisans devait se comprendre en termes d'intégration politique par le conflit et de sédimentation de clivages fournissait un cadre d'interprétation des phénomènes de politisation sur le temps long.

Surtout, argument décisif, utilisée pour analyser des entretiens collectifs menés en France sur le thème de la délinquance, cette grille de lecture s'est révélée particulièrement heuristique. Empiriquement, elle nous a permis de repérer les moments où quelque chose d'intense, de « sensible » se noue dans le groupe et nous a conduit à dégager la dynamique complexe que revêt le processus de politisation observé à l'échelle d'une discussion engageant un groupe d'individus. Deux principaux résultats peuvent être rappelés :

- La dynamique de la discussion met en jeu deux dimensions définies comme la spécialisation et la conflictualisation. Sur le plan individuel, ces deux dimensions se traduisent par l'interaction entre compétence et implication. Invalidant l'hypothèse selon laquelle « le passage au politique » suppose une forme de gradation, il nous est également apparu que la compétence n'était pas une condition nécessaire de l'implication, pas plus que la référence aux acteurs ou actions de la scène politique spécialisée n'était le préalable de la conflictualisation.
- L'implication est un processus qui met en œuvre l'imbrication de l'individuel et du collectif. Deux éléments apparaissaient essentiels : la recherche et la construction réussie d'une alliance, autrement dit, la mobilisation de soutiens dans le groupe ; et l'évocation d'éléments personnels par l'un au moins des participants, mais présentés, « exposés », comme ayant une valeur collective.

b) *Premier déplacement théorique : la confrontation au débat anglo-américain*

Ayant décidé de proposer ces premiers résultats de recherche à une revue de langue anglaise (en l'occurrence le *British Journal of Political Science*), notre analyse a connu une première

⁷ C'est l'objectif que nous avons donné au numéro d'*EspacesTemps* : « Le repérage du politique » [Duchesne & Haegel, 2001] qui prolongeait la réflexion engagée dans les années soixante-dix par Jean Leca [Leca, 1973].

mise à l'épreuve lorsqu'il a fallu inscrire ces résultats dans les débats en cours dans le monde anglo-américain ; laquelle fut renforcée par les problèmes de traduction.

Pour communiquer nos résultats à un public nourri de littérature anglo-américaine, nous avons dû, en effet, les replacer dans un débat assez éloigné de notre point de départ. Les travaux sur la discussion politique ne sont pas absents de la production de langue anglaise [Gamson, 1992 ; Eliasoph, 1998, Conover et alii, 2002 ; Kramer Walsh, 2004 ; Mutz, 2006], mais le plus souvent, ils font référence au débat sur le modèle délibératif. Les auteur(e)s les plus proches de notre perspectives de recherche - comme, par exemple, Gamson qui vient de la sociologie des mobilisations, ou Nina Eliasoph, anthropologue - se démarquent explicitement des travaux d'Habermas et du modèle délibératif. Il nous a semblé incontournable de partir de ce débat pour rendre compréhensible nos résultats.

Autre difficulté engendrée par la nécessité de communiquer notre recherche en anglais, celle de la traduction. La lecture des travaux en anglais et la discussion avec notre collègue britannique Elizabeth Frazer (Oxford, New College) nous ont alertées sur certains enjeux de la traduction ou plus justement de la correspondance entre les notions que nous utilisons dans les cas français et les catégories de pensée mobilisées dans les travaux en anglais. Plus particulièrement, deux décalages sont apparus. Alors que nous avons « naturellement » pensé le processus de politisation en termes d'imbrication entre l'individuel et le collectif, les chercheurs anglo-américains raisonnaient davantage à l'aide de l'opposition public/privé. Que signifiait cette différence ? En quoi ce déplacement des catégories utilisées indiquait-il des manières spécifiques de penser la politisation ? La comparaison des notions utilisées pour penser la politisation a également ouvert une autre piste de réflexion que nous n'avons pas encore vraiment empruntée. Alors que nous avons d'abord pensé la politisation à partir de la dimension conflictuelle, de nombreux travaux américains (dont Gamson et Eliasoph) mobilisaient la notion d'injustice. Cette différence nous semble indiquer que l'imbrication des catégories politiques et morales est sans doute plus prononcée dans les travaux anglo-saxons.

c) Défi empirique : la confrontation aux données belges et anglaises

Une nouvelle mise à l'épreuve de notre analyse, empirique cette fois, a suivi la réalisation, en Belgique et en Angleterre, des entretiens sur l'Europe. Dans le cadre de cette contribution, nous laisserons provisoirement de côté le terrain anglais⁸ en nous concentrant sur les différences franco-belges. Bien que les discussions ne soient ni moins animées, ni moins longues, ni moins engageantes dans le cas belge que dans le cas français, à l'évidence, les Belges et les Français discutent et politisent différemment.

Tableau 1. La manière de discuter des Français et des Belges francophones : quelques éléments de comparaison

Français	Belges
Ils réagissent les uns aux autres	Ils s'écoutent et se répondent
Ils s'inquiètent de leur compétence à répondre aux questions et à ne pas être moins bons que les autres participants	Ils s'inquiètent de leur compétence mais aussi de la capacité du groupe à préserver l'ambiance de la discussion
Ils parlent de ce qui leur vient à l'esprit (qui leur importe ?), et le plus souvent d'autre chose	Ils parlent de ce qui est demandé

⁸ Outre les problèmes de langue, il suscite un certain nombre de difficultés relatives au changement d'animatrice et à la dissymétrie entre Oxford, Paris et Bruxelles dont nous n'avons pas encore complètement pris la mesure.

Non que notre cadre d'analyse ne rende pas compte d'une partie conséquente des interactions enregistrées : il reste valide pour beaucoup des groupes français, mais pas seulement. L'un des groupes militants belges constitue d'ailleurs une illustration particulièrement aboutie de la conflictualisation. Mais dans la plupart des autres groupes, on voit bien que ce cadre d'analyse laisse de côté une partie des échanges. Il nous a donc semblé évident qu'il nous manquait au moins une catégorie d'analyse pour rendre compte de la façon dont les participants belges s'efforçaient d'adapter leur pratique de la discussion à l'épreuve de la politisation.

d) Deuxième déplacement théorique : la confrontation aux idéaux type démocratiques

Une dernière étape de notre trajectoire de recherche mérite d'être signalée dans la mesure où elle nous a conduit à ébaucher des idéaux types permettant d'analyser la diversité des processus de politisation en démocratie. L'enseignement « Démocratie et politisation » dispensé avec Yves Déloye en 2^{ème} année du master recherche à Sciences Po s'est appuyé sur une réflexion portant sur des idéaux types des principes démocratiques et leurs conséquences en terme de politisation. Ce faisant, il nous a conduit à prendre en considération la structuration de longue durée des cadres de politisation comme préalable indispensable pour analyser la politisation individuelle dans le court terme d'une discussion ; et à reprendre quelques auteurs de référence présentant une vision contrastée des formes de la politisation dans les systèmes démocratiques.

2. Le nouveau cadre d'intelligibilité des processus de politisation de la discussion.

A stade, et donc avant d'entreprendre le travail d'interprétation et de codages des entretiens collectifs français, belges et anglais, il nous semble donc indispensable de revoir notre cadre d'intelligibilité de la politisation et nous saisissons l'occasion offerte par cet atelier de le discuter. D'une certaine manière, nous estimons devoir passer d'une réflexion typologique à une tentative de construction idéaltypique [Weber, 1992, p. 426]. Ce passage se caractérise par deux inflexions : l'abandon d'une construction de types d'abord fondés empiriquement au profit de modèles d'intelligibilité fondés logiquement ; l'élaboration de modèles non pas pour fournir une vision schématique et synthétique de résultats (provisaires) mais comme outil d'analyse, dont la raison d'être est justement de saisir les décalages qu'ils entretiennent avec la réalité empirique.

Le tableau 2, ci-dessous, présente les trois processus que nous avons construits : la conflictualisation toujours⁹, mais assortie maintenant de deux autres formes de politisation : la délibération et la compétition, nouvelle avatar que prend aujourd'hui ce que nous avons appelé naguère la spécialisation. Ces trois processus sont donc destinés à servir de grille de lecture à la politisation des discussions suscitées et recueillies. Ils visent à la fois à construire des indicateurs permettant de repérer les séquences avérées de politisation, à en étudier les conditions de réalisation, et à faire apparaître les types d'ordre légitime qu'ils mettent en œuvre. La distinction logique de ces trois processus permettra à l'analyse de se consacrer aux modalités de passage et de combinaison d'un processus de politisation à l'autre et éventuellement du brouillage que ces mouvements créent. Pour chacun d'eux, nous avons tenté de répondre à quelques interrogations (cf. les lignes du tableau) :

- Quelle représentation des relations sociales préside à la politisation ?
- Lorsqu'une discussion devient politique, comment est requalifié le lien social ?

⁹ On observera que la conflictualisation était, des deux dimensions de la politisation que nous avons analysées, celle que nous avons le plus construit en théorie. C'est sans doute pour cela qu'elle subsiste sous la forme d'idéaltype.

- Quel type d'interaction dans la discussion met en œuvre la politisation ?
- Quelles sont les finalités de ce type de politisation dans l'ordre démocratique ?
- Quel est l'auteur de référence pour penser ces idéaux-types ?

Tableau 2. Les processus de politisation

	Conflictualisation	Délibération	Compétition
<i>Nature des relations sociales</i>	Inégalitaire : logique de domination	Pluraliste : diversité des valeurs et des intérêts	Pluraliste : diversité des valeurs et des intérêts
<i>Qualification du social opérée par la politisation</i>	Collectif (clivage)	Public (un monde commun)	Pas de requalification : Autonomie du social et du politique
<i>La forme de l'interaction politisée</i>	Réaction : Expression de soi/ identification de l'autre (construction de clivage)	Intercompréhension : écouter/répondre/ évaluer et juger. Egalité d'accès à la parole	Déplacement/ Importation : Echange ou concurrence de références
<i>Les fonctions de la politisation</i>	La mobilisation	La construction d'un compromis, l'action	La légitimation de la délégation
<i>Auteur de référence</i>	Mouffe lisant Schmitt	Arendt	Schumpeter

a) La conflictualisation

Le type de processus que constitue la conflictualisation reprend pour l'essentiel les analyses précédentes. Au fondement de ce processus se trouve la reconnaissance du fait que les sociétés sont non seulement pluralistes (ce que reconnaît également le modèle délibératif) mais inégalitaires. La politisation est donc indissociable de l'affirmation ou de la dénonciation d'une forme de relation sociale marquée par les phénomènes de domination. Elle suppose l'émergence de clivages et fonctionne par imbrication de l'individuel et du collectif. Dans ce modèle, le politique qualifie le social en construisant du collectif (et non seulement de l'inter-individuel). Autrement dit, le politique crée du collectif en créant des groupes (de classe, de genre, de génération, ethniques etc.) sur la base des inégalités sociales puisque ces groupes se construisent par opposition à d'autres groupes sociaux ; même si le collectif revendiqué prétend parfois à l'universalité. Cette opposition revêt un caractère irréductible comme le souligne le couple ami/ennemi promu par Schmitt. Dans la discussion, la logique conflictuelle se reconnaît d'abord par son caractère réactif (on réagit aux propos de ses interlocuteurs plus qu'on ne cherche à les comprendre) et expressif (on rend visible son point de vue en prenant position). Un des ressorts essentiels des interactions est l'identification : identification de soi (dire ce que l'on est) et identification de l'autre (repérer ce qu'est l'autre ou lui assigner une identité).

Ce processus de politisation se nourrit et génère de la mobilisation. Dans la discussion, la politisation passe bien par la recherche d'alliés et par leur enrôlement ; à l'échelle du système politique la politisation passe par la capacité à mobiliser (le plus grand nombre, les plus motivés, les meilleurs...). La mobilisation met en jeu d'abord une dimension expressive (se rendre visible), plus sans doute qu'une dimension constructive (influencer, agir sur les décisions).

b) La délibération

Le processus délibératif peut être logiquement élaboré à partir des réflexions d'Hannah Arendt. La société est conçue comme pluraliste, comme une « communauté d'êtres différents », différents par la diversité de leurs intérêts autant que celle de leurs valeurs. En termes de qualification du social, la catégorie pertinente n'est plus le collectif mais le public, autrement dit en construisant un espace commun distinct de ce qu'est l'espace privé (ce qui est propre à chacun). Comme Arendt le précise, le public et donc le politique se constitue « dans l'espace-qui-est entre les hommes donc dans quelque chose qui est fondamentalement extérieur-à-l'homme » [Arendt, 1995, p. 33]. La catégorie « public » suppose une forme d'égalité dans la reconnaissance de la légitimité de chacun à prendre la parole et à juger. C'est pourquoi Hannah Arendt, en référence au modèle grec de politisation, rappelle que « la liberté d'exprimer ses opinions (y) constituait la norme de l'organisation de la *polis* » [idem p.66].

L'enjeu de la discussion réside alors dans la mise en pratique d'une forme d'intercompréhension. Celle-ci suppose la capacité de se mettre à la place des autres, d'adopter fictivement leur point de vue¹⁰. Elle passe aussi par le fait d'écouter ses interlocuteurs (et non de réagir à ce que l'on a cru comprendre) et, le cas échéant, leur répondre, ainsi que par la mise en pratique de sa capacité de jugement. La délibération se manifeste donc par le recours à la forme évaluative et argumentative.

La politisation trouve alors sa raison d'être dans la construction d'une forme de compromis. Cette construction n'implique pas nécessairement une négociation en terme d'intérêts ; elle met également en jeu une tentative d'accord sur des valeurs partagées. Elle induit également une valorisation de la recherche de solution et de l'action, et le respect *a priori* de l'accord atteint. Conflictualisation et délibération semblent fondées logiquement de façon quasi-antagoniste : pourtant, l'observation des discussions montre que le passage de l'une à l'autre est facile et fréquent. Ces conditions feront l'objet d'une attention particulière.

c) La compétition

Le dernier processus de politisation tire son origine de ce que nous appelions précédemment la dimension de spécialisation. Le retour à Schumpeter [Schumpeter, 1951] a non seulement permis de retrouver la logique d'un modèle que nous n'avions jusqu'à présent que déduit empiriquement, mais il a entraîné une nouvelle dénomination. Reposant, comme la délibération, sur une vision de la société pluraliste, traversée par des valeurs et des intérêts divers, le processus compétitif s'en distingue sur deux principaux éléments. Le premier élément de distinction tient au fait qu'il postule le principe d'autonomie de la sphère politique en définissant la théorie démocratique comme celle du « commandement concurrentiel » [idem., p. 374], en la réduisant à une technique de sélection (et de révocation) des dirigeants et en plaçant au cœur de sa réflexion les phénomènes de professionnalisation politique. Cette caractéristique tient au fait que ce processus se construit sur la reconnaissance (au sens d'acceptation) de la division radicale du travail politique qui fait que « le citoyen a

¹⁰ « Mais ce qui était décisif autrefois comme aujourd'hui, ce n'était nullement le fait que chaque homme pût dire ce qu'il lui plaisait ou que chaque homme possédât le droit propre de s'exprimer comme il le fait aujourd'hui. Il s'agissait bien plutôt de l'expérience en vertu de laquelle personne ne peut saisir par lui-même et sans ses semblables de façon adéquate et dans toute sa réalité ce qui est objectivement, parce que cela ne se montrer et ne se manifeste à lui que selon une perspective qui est relative à la position qu'il occupe dans le monde et qui lui est inhérente. S'il veut voir le monde, l'expérimenter tel qu'il est *réellement*, il ne le peut que s'il le comprend que comme quelque chose qui est commun à plusieurs, qui se tient entre eux, qui les sépare et qui les lie, qui se montre différemment à chacun et qui ne peut être compris que dans la mesure où plusieurs *en* parlent et échangent mutuellement leurs opinions et leurs perspectives », [Idem. p.67].

l'impression d'évoluer dans un monde imaginaire » [idem, p. 344]. De ce point de vue, on peut considérer qu'il ne met pas en jeu une forme de requalification du social.

Le deuxième point de distinction renvoie au fait que Schumpeter considère comme irréaliste la notion de « bien commun », dans la mesure où il signifie « des choses différentes pour des individus et des groupes différents » [idem, p. 331]. D'autant que, de toutes les façons, le citoyen incompetent et confus ne peut pas, la plupart du temps, définir ce qu'il attend du politique et serait donc bien en peine de chercher un accord sur ce qu'il conçoit à peine.

Dans la discussion, le processus compétitif met en jeu des interactions parfois difficiles à repérer car elles passent le plus souvent par des références implicites (codes politiques ou idéologiques). Cependant, on observe aussi des références explicites à des acteurs professionnels ou des événements. Ces évocations de la sphère compétitive peuvent susciter trois types de réactions, selon les situations et les niveaux de compétences des participants : soit elles rencontrent l'indifférence car elles ne sont pas décodées ; soit elles paraissent incongrues, provoquent une gêne, voire un malaise signalant par là même que l'on a transgressé une frontière, soit enfin elles donnent lieu à une surenchère par la concurrence des références spécialisées. Quoiqu'il en soit, ces interventions généralement déstabilisent les interactions car elles font basculer les échanges dans un autre monde. D'un point de vue plus général, la politisation selon le principe compétitif et comme l'a clairement établi Schumpeter, construit une forme de légitimation de l'autorité politique qui fonctionne par délégation.

On le voit, les trois processus de politisation n'entretiennent pas le même rapport avec les frontières du politique. Dans le processus de conflictualisation, la frontière est subie et illégitime : il s'agit donc bien de la dénoncer, de la transgresser. Mais dans les autres cas, elle revêt une certaine légitimité. Selon le principe délibératif, la frontière est chaque fois construite (par la construction d'un espace politique *ad hoc*, par exemple dans des arènes de délibération sectorisées) et dès lors, elle peut être multiple et moins contraignante. Selon le principe compétitif, la frontière du politique est non seulement parfaitement légitime mais elle reste fixe (sous la forme d'une opposition entre gouvernants et gouvernés).

Conclusion : un papier d'étape

Ce papier expose le cadre d'analyse d'une série d'entretiens collectifs réalisés en France, Belgique et Grande-Bretagne sur le thème de l'Europe, ainsi que les étapes qui ont présidé à son établissement. L'idée est d'utiliser trois constructions logiques : la conflictualisation, la délibération et la compétition, pour comprendre et expliquer comment des acteurs sociaux plongés dans une situation de discussion politique, adaptent (ou non) leurs pratiques et prennent une part active à la politisation de leurs échanges. Les modalités disponibles pourraient contribuer alors à produire des légitimités concurrentes de l'ordre politique.

Notre objectif n'est pas seulement de comprendre quelles sont les ressources et les conditions nécessaires à l'un et/ou l'autre de ces processus de politisation ; il est également de voir comment ces processus interagissent¹¹. En tant qu'idéaux-types, ils sont logiquement incompatibles ; dans la réalité des pratiques, ils se combinent, se favorisent ou se freinent, et ce différemment suivant les propriétés des participants. La comparaison sociale et nationale est donc une dimension essentielle de l'analyse. Elle doit nous permettre de mieux saisir la pluralité et la complexité des ordres légitimes dans des sociétés démocratiques.

En tant que construction logique, ce cadre d'analyse est évidemment déjà discutable ; il reste qu'il ne peut vraiment être validé qu'en fonction de son efficacité. Si ces trois modèles nous

¹¹ Il n'est notamment pas question de chercher à en « mesurer » la force relative, et ce conformément à la logique qualitative qui est la nôtre.

aident effectivement à mieux voir ce qui se joue dans ces séquences touffues et désordonnées que constituent des entretiens collectifs de la sorte¹², alors le chemin parcouru depuis la recherche précédente en aura valu la peine. L'étape suivante est pour nous la traduction de ces trois processus en indicateurs, qu'il s'agisse de mots, de gestes, de types de rhétoriques – voire même d'absence des uns et des autres. Nous espérons, lors de la réunion de l'atelier pour lequel ce papier a été écrit, être déjà en mesure d'en fournir des exemples.

Bibliographie :

- Arendt, H., 1995, *Qu'est-ce que le politique?*, Paris, Le seuil (Ed. originale 1958)
- Arnaud L. & Guionnet C., 2005, *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et dépolitisation*, Rennes, PUR.
- Billig, M., 1998, *Talking about the Royal Family*, London, Routledge.
- Conover, P., Searing, D. & Crewe, I., 2002, "The Deliberative Potential of Political Discussion", *British Journal of Political Science*, n.32, p.21-62
- Duchesne, S. & Haegel, F. (dir.), « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », *EspacesTemps Les Cahiers*, n°76/77, automne.
- Duchesne, S. & Haegel, F., 2004a, *L'enquête et ses méthodes : les entretiens collectifs*, Nathan, collection 128.
- Duchesne, S. & Haegel, F., 2004b, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue Française de Science Politique*, p. 877-909, décembre.
- Duchesne, S. & Haegel, F., 2007, « Accepting or Avoiding Conflict in Public Talk », *British Journal of Political Science*, vol. 37/1, 1-22, January.
- Eliasoph, N. 1998, *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, CUP.
- Garcia, G., 2005, *La cause des "sans" à l'épreuve de la médiatisation*, Thèse de doctorat de science politique, Paris 1.
- Gamson, W., 1992, *Talking Politics*, Cambridge CUP.
- Hermet G., Badie B., Birnbaum P. & Braud P., 1994, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin.
- Kramer Walsh, K., 2004, *Talking about Politics*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Lagroye, J. Ed. 2003, *La politisation*, Paris, Belin.
- Leca, J., 1973, « Le repérage du politique », *Projet*, n° 71, janvier, p. 11-24.
- Lefébure, P., 2005, *Quand les citoyens discutent le lien représentatif*, Thèse de doctorat en science politique, Sciences Po.
- Moscovici S. & Pérez J.-A., 2003, « La méthode expérimentale » in *Les méthodes des sciences humaines*, Moscovici S. & Buschini F. eds., Paris, PUF, p. 59-83.
- Mouffe, C., 1993, « Pour un pluralisme agonistique », *Revue du MAUSS*, 2, p. 98-105.
- Mouffe, C., 1994, *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris, MAUSS.
- Mutz, D., 2006, *Hearing the Other Side: Deliberative Versus Participatory Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Rancière, J., 1995, *La méésentente*, Paris, Galilée
- Rokkan, S., 1970, *Citizens, Elections, Parties. Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Oslo, Universitetsvolaget.

¹² Pour donner un « ordre de grandeur » du matériau, et mieux comprendre la nécessité qui est la nôtre d'organiser notre lecture, chaque transcription représente, pour 2 à 3 heures de discussion, de 100 à 160 pages de texte. Qu'il faut donc multiplier par 24.

Schmitt, C., 1992, *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Flammarion/Champs, (Ed. originale 1963).

Schumpeter, J., 1951, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris Payot.

Weber, M., 1992, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon (ed. Originale 1904-1917)

Annexe : Scénario de discussion :

- Etre européen, qu'est-ce que ça veut dire ?
- Comment répartir le pouvoir en Europe ? (Nations, élus, experts, marché)

Pause

- A qui profite l'Europe ?
- Pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ?
- Favorable ou non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ? (suit une liste de partis politiques)